



Lettre circulaire de la COI n°3035
(Disponible en anglais, français, espagnol, russe)

COI/VH/KE/YJL
25 mars 2025

- Aux : Agences nationales officielles de coordination chargées d'assurer la liaison avec la COI (États membres de la COI)
- C.c. : Délégations permanentes des États membres de la COI auprès de l'UNESCO
Commissions nationales des États membres de la COI pour l'UNESCO
Bureau de la COI
Président et Vice-Présidents des organes subsidiaires (scientifiques, techniques et régionaux) de la COI

Objet : Demande d'informations pour la compilation de la troisième édition du Rapport mondial sur les sciences océaniques (GOSR-III)

Sur la base de deux décisions de son Conseil exécutif en 2014 ([EC-XLVII/6.2](#)) et de son Assemblée en 2015 ([IOC-XXVIII/5.1](#)), la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO a entrepris de préparer et de publier le [Rapport mondial sur les sciences océaniques](#), un rapport mondial phare de l'UNESCO, visant à couvrir une période de cinq ans. La première édition du Rapport mondial sur les sciences océaniques a été publiée en 2017 et a évalué pour la première fois l'état et les tendances des capacités en matière de sciences océaniques dans le monde ; elle a été suivie d'une deuxième édition publiée en 2020.

Le *Rapport mondial sur les sciences océaniques (Global Ocean Science Report)*, ou GOSR, est une ressource pour les décideurs politiques, les universitaires et les autres parties prenantes qui cherchent à exploiter le potentiel des sciences océaniques pour relever les défis mondiaux en éclairant les décisions stratégiques relatives au financement des sciences océaniques, en signalant les possibilités de collaboration scientifique et en encourageant les partenariats qui visent à développer davantage les capacités dans le domaine des sciences océaniques. Il est important de noter que le GOSR est utilisé pour suivre les progrès réalisés par rapport à l'indicateur 14.a.1 de l'objectif de développement durable 14 : « Proportion du budget total de recherche allouée à la recherche dans le domaine des technologies marines » et constitue donc un rapport de l'État membre sur cet indicateur.

Le GOSR joue un rôle central dans la conduite d'un processus de transformation visant à fournir les capacités nécessaires en océanographie dans le contexte de la Décennie des Nations unies pour

Président

Yutaka MICHIDA, Prof.
Envoyé spécial du Président
pour la Décennie des Nations Unies
pour les sciences océaniques
Université de Tokyo (Institut de
Recherche sur l'atmosphère et
l'océan)
Kashiwanoha 5-1-5
2778564 Kashiwa
JAPON

Vice-Présidents

Dr Marie-Alexandrine SICRE
Directrice de Recherche
Centre national de la recherche scientifique
(CNRS)
3 rue Michel Ange
75016 Paris
FRANCE

Dr Nikolay VALCHEV
Directeur
Institut d'Océanologie
Académie bulgare des sciences
40 Parvi May Str.
9000 Varna
BULGARIE

M. Juan Camilo FORERO HAUZEUR
Secrétaire exécutif
Commission colombienne de l'océan (COO)
Avenida Ciudad de Cali No. 51 - 66
Edificio WBC, Oficina 306
111071 Bogotá, D.C.
COLOMBIE

Prof. Amr Zakaria HAMOUDA
Président du Centre d'atténuation des risques
marins (MHMC)
Institut national de l'environnement et de la
santé (INES)
Océanographie et pêche (NIOF)
Qaitbay, Al-Anfوشي
Alexandrie
ÉGYPTE

Secrétaire exécutif

M. Vidar HELGESEN
Commission océanographique
internationale - UNESCO
7 Place de Fontenoy
75352 Paris Cedex 07 SP
FRANCE

l'océanologie au service du développement durable (2021-2030), de l'Agenda 2030 dans son ensemble et de l'Objectif de développement durable (ODD) 14 (La vie sous l'eau), en particulier. Il doit servir de référence pour évaluer les progrès réalisés en matière de développement des capacités dans le domaine des sciences océaniques. La troisième édition du GOSR devrait être publiée au début de l'année 2026.

Par cette lettre, j'invite les États membres de la COI à fournir des données et des informations sur le financement, les capacités et l'infrastructure de l'océanographie par le biais d'un questionnaire en ligne sur le portail de données du GOSR.

Afin de faciliter la compilation des données, j'invite les États membres à désigner un point focal national pour le GOSR-III en utilisant le formulaire de candidature joint à la présente lettre. Une fois désigné, le point focal aura accès au portail de données du GOSR et au questionnaire en ligne. Le Secrétariat souhaiterait recevoir vos candidatures au plus tard le 18 avril 2025 par courriel à Mmes Yun Jie Lee (yj.lee@unesco.org) et Kirsten Isensee (k.isensee@unesco.org).

Pour remplir le questionnaire, les États membres sont encouragés à utiliser les sources les plus fiables et faisant autorité dans leur pays, notamment les institutions océanographiques et les coordonnateurs nationaux des programmes d'océanologie. Le point focal national pour le GOSR-III doit aussi naturellement s'appuyer sur le point focal national pour le Programme d'échange international de données et d'informations océanographiques (IODE) (voir la [Communauté IODE](#)).

Une version PDF du questionnaire est jointe à cette lettre circulaire et disponible via OceanExpert à l'adresse <https://oceanexpert.org/document/35940> afin de permettre aux États membres d'accéder rapidement aux informations demandées et de faciliter les échanges entre les différentes institutions et sources de données. Toutefois, les contributions au GOSR doivent de préférence être soumises via le questionnaire en ligne disponible sur le portail de données du GOSR.

Après la nomination des points focaux, le Secrétariat souhaite recevoir les soumissions en ligne du questionnaire de la part des États membres au plus tard le 31 mai 2025.

Afin d'aider les États membres à compléter leurs soumissions en ligne, deux sessions d'information en ligne seront organisées par le Secrétariat au cours du mois d'avril 2025. Les dates et heures de ces sessions d'information seront annoncées dans le *Bulletin électronique de la COI* et par communication directe aux points focaux identifiés pour le GOSR-III.

Pour plus de détails et pour toute question sur le GOSR-III, veuillez contacter le chef de la Section des observations et services océaniques, le Dr Karen Evans (k.evans@unesco.org) avec copie au Dr Kirsten Isensee (k.isensee@unesco.org).

Avec mes salutations distinguées,

Bien à vous,

[signature]

Vidar Helgesen
Secrétaire exécutif

Pièces jointes : 1/ Formulaire de candidature pour le point focal national du GOSR III.
2/ Questionnaire GOSR-III.

(disponible en anglais et en français uniquement)

Annex 1/ Global Ocean Science Report (GOSR) National Focal Point Nomination Form

Name:

Position:

Institution:

Tel:

Email:

Postal Address:

Additional comments:

Nomination submitted by:

Signature:

Position

Government Department/Agency:

Date:

Nomination Forms duly completed and signed should be sent by **18 April 2025** to the IOC Secretariat by email to yj.lee@unesco through one of the following channels:

1. The coordinating body for liaison with IOC (see the [list](#))
2. Head of UNESCO National Commission
3. Permanent Delegate to UNESCO

Note: Any questions regarding the GOSR and the GOSR Editorial Board can be addressed to the Head of the Ocean Science Section, Dr Karen Evans (k.evans@unesco.org), with a copy to Dr Kirsten Isensee (k.isensee@unesco.org).

Annex 2/ The Global Ocean Science Report-III Questionnaire Form

Le questionnaire pour le Rapport mondial sur les sciences océaniques III (GOSR-III) est un mécanisme utilisé pour recueillir des informations sur les efforts et les capacités actuels en matière de sciences océaniques dans les États membres de la COI. Les réponses au questionnaire seront rassemblées et analysées en vue de l'élaboration de la troisième édition du Rapport mondial sur les sciences océaniques (GOSR), produit par la COI. Les informations recueillies grâce à ce questionnaire seront archivées et gérées sur le portail de données du Rapport mondial sur les sciences océaniques (<https://gosr.ioc-unesco.org/home>) conformément à la politique et aux conditions d'utilisation des données de la COI (<https://iode.org/resources/ioc-data-policy-and-terms-of-use-2023/>).

Les États membres de la COI qui contribuent au GOSR par le biais de ce questionnaire doivent désigner un point focal qui assure la soumission en ligne de ce questionnaire et sert de point de contact pour la soumission. La soumission par ce point de contact est censée refléter une réponse nationale consolidée autorisée. Les soumissions multiples associées à un État membre ne seront pas acceptées.

Ce PDF fournit un exemple pratique du questionnaire en ligne pour le Rapport mondial sur les sciences océaniques (GOSR). Les contributions antérieures à la première et à la deuxième édition seront communiquées au point focal pour la COI, le cas échéant, afin de l'aider à remplir le questionnaire.

Dans la version en ligne du questionnaire, les points focaux soumissionnaires pourront sauvegarder les réponses à chacune des questions à tout moment au fur et à mesure qu'ils progresseront dans le questionnaire avant la soumission finale au Secrétariat de la COI. Le questionnaire est divisé en sept parties :

Partie A Coordonnées du répondant : identification du point focal de l'État membre, notamment adresse, institution et courriel.

Partie B Organisation gouvernementale pour les sciences océaniques et informations générales : informations relatives à l'organisation pour les sciences océaniques dans votre pays, notamment la gouvernance au sein de votre pays, les institutions océanographiques, les stratégies relatives aux sciences océaniques et les domaines d'action prioritaires.

Partie C : Dépenses en matière de sciences océaniques : informations relatives aux dépenses effectives de votre pays en matière de sciences océaniques. Si elles ne sont pas disponibles, veuillez fournir une estimation de ces dépenses calculée à partir des crédits budgétaires alloués aux sciences océaniques ou selon d'autres méthodes, et donnez des explications quant à l'estimation. Les dépenses en matière de sciences océaniques doivent être exprimées dans votre devise nationale (de préférence).

Partie D : Infrastructures et capacités nationales en matière de recherche : informations relatives au personnel des sciences océaniques en général, dont des données concernant la répartition par âge et par sexe des chercheurs ; les observations océaniques et les navires ; les nouvelles technologies océanographiques appliquées dans ce domaine.

Partie E : Gestion et échange des données et des informations océanographiques : informations relatives aux centres, services et utilisateurs de données et d'informations océanographiques présents dans votre pays.

Partie F Développement des capacités et transfert de techniques marines : informations relatives aux besoins en développement des capacités océanographiques dans votre pays, ainsi qu'aux activités connexes auxquelles votre pays contribue ou dont il bénéficie.

Partie G Développement durable : informations relatives aux mesures concernant les sciences océaniques dans le cadre de l'Agenda 2030, en particulier de l'Objectif de développement durable 14 « Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable ».

Le Secrétariat de la COI reconnaît qu'il peut être difficile de fournir des informations pour chaque question du questionnaire. Le Secrétariat de la COI organisera une session d'information pour aider les États membres à fournir des informations pour le troisième Rapport mondial sur les sciences océaniques en avril 2025. Les points focaux des États membres sont également encouragés à contacter le Secrétariat de la COI pour toute question ou demande qu'ils pourraient avoir.

De nombreuses demandes d'informations dans le questionnaire comprennent des sections de commentaires, où il est possible d'inclure un contexte supplémentaire associé aux données et aux informations fournies. Il s'agit notamment de déterminer si les données fournies sont des estimations ou si l'information comprend une partie du paysage océanographique de votre pays (par exemple, des données sur les capacités humaines pour une seule institution océanographique). Si les données fournies sont des estimations, veuillez indiquer la source de ces estimations et, si les données ne sont représentatives que d'une partie du système d'océanographie ou des activités d'océanographie, veuillez fournir des informations complémentaires permettant de déterminer dans quelle mesure les données reflètent l'ensemble des activités d'océanographie dans votre pays.

Les États membres sont encouragés à fournir les meilleures informations disponibles, obtenues en consultant des collègues dans leur pays et les institutions compétentes en matière d'océanographie. La partie E du questionnaire porte sur la gestion des données et les services de données. Nous encourageons les points focaux à contacter les points focaux nationaux pour l'IODE pour les aider à rassembler des informations pour cette section du questionnaire (voir la liste des [Centre national de données océanographiques](#), [Unités de données associées](#) et des [Unités d'information associées de l'IODE](#)).

Pour de plus amples informations sur le rapport et le questionnaire, veuillez envoyer un courriel à Mme Yun Jie Lee (yj.lee@unesco.org) et à Mme Kirsten Isensee (k.isensee@unesco.org) .

PARTIE A : COORDONNÉES DU RÉPONDANT

VEUILLEZ NOTER QUE CES INFORMATIONS PERMETTRONT DE PRENDRE CONTACT AVEC LE RÉPONDANT SI DES PRÉCISIONS SUR LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS S'AVÈRENT NÉCESSAIRES.

LES DONNÉES ET INFORMATIONS FOURNIES SONT CONSIDÉRÉES COMME LA RÉPONSE NATIONALE APPROUVÉE. LES INFORMATIONS ET LES DONNÉES RECUEILLIES SERONT GÉRÉES CONFORMÉMENT À LA POLITIQUE DE DONNÉES ET AUX CONDITIONS D'UTILISATION DE LA COI

([HTTPS://IODE.ORG/RESOURCES/IOC-DATA-POLICY-AND-TERMS-OF-USE-2023/](https://iode.org/resources/ioc-data-policy-and-terms-of-use-2023/)).

1. Pays
[champ libre]
2. Nom complet du répondant (prénom et nom de famille)
[champ libre]
3. Organisation
[champ libre]
4. Adresse postale
[champ libre]
5. Courriel :
[champ libre]
6. Numéro d'identification OceanExpert (www.oceanexpert.net)
[champ libre]

PARTIE B : ORGANISATION GOUVERNEMENTALE POUR LES SCIENCES OCÉANIQUES ET INFORMATIONS GÉNÉRALES

ORGANISATION GOUVERNEMENTALE POUR LES SCIENCES OCÉANIQUES ET INFORMATIONS GÉNÉRALES :
INFORMATIONS SUR L'ORGANISATION POUR LES SCIENCES OCÉANIQUES DANS VOTRE PAYS, Y COMPRIS LA
SUPERVISION MINISTÉRIELLE, LES INSTITUTIONS D'OCÉANOGRAPHIE, LES STRATÉGIES D'OCÉANOGRAPHIE
ET LES DOMAINES D'INTÉRÊT.

7. Quel(s) ministère(s) gère(nt), coordonne(nt), finance(nt) et facilite(nt) les sciences océaniques dans votre pays ? (Plusieurs réponses sont possibles)

[choix multiples ; sélections multiples]

Ministère de l'Agriculture

Ministère de la Culture.

Ministère de la Défense

Ministère de l'Éducation/de l'Enseignement supérieur

Ministère de l'Énergie

Ministère de l'Environnement

Ministère de la Pêche

Ministère de la Sécurité alimentaire

Ministère de la Santé

Ministère de la Planification

Ministère des Travaux publics

Ministère de la Recherche et du Développement

Ministère de la Science et de la Technologie

Ministère de la Mer

Ministère des Transports

Ministère de l'Économie

Cabinet du Président

Cabinet du Premier Ministre

Autres (Veuillez nommer le(s) ministère(s) respectif(s)) :

Commentaires :

[champ libre]

8. Veuillez citer les instituts de recherche et universités ou facultés/départements universitaires spécialisés dans les sciences océaniques au sein de votre pays. Veuillez indiquer le nom et l'adresse complète ou bien le numéro d'identification OceanExpert de l'institution (<https://www.oceanexpert.net/>) s'il est disponible.

[paragraphe]

9. Votre pays a-t-il mis en place une stratégie nationale relative aux sciences océaniques ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui

Non

Si vous avez répondu oui, veuillez fournir le titre et l'URL : [champ libre]

10. Si vous avez répondu oui à la question 9, la stratégie intègre-t-elle des éléments liés au genre ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui

Non

11. Veuillez noter individuellement chacune des catégories relevant des sciences océaniques selon l'importance qu'elle revêt pour votre pays (1 étant très peu important, 5 étant très important). La pertinence peut être basée sur le nombre d'institutions axées sur le sujet, les stratégies nationales axées sur le sujet, l'investissement dans les sciences axées sur le sujet, etc.

Définitions utilisées dans les éditions précédentes du GOSR :

Fonctions et processus des écosystèmes marins : Cette catégorie renvoie à la structure, à la diversité et à l'intégrité de l'écosystème marin et englobe les dimensions abiotiques et biotiques. Les fonctions de l'écosystème marin comprennent des processus biogéochimiques, chimiques, physiques et biologiques. Elles se caractérisent par des cycles des nutriments, des flux d'énergie, des échanges de matière ainsi que la structure et les dynamiques trophiques. Tous ces processus se distinguent par une certaine variabilité dans leurs dynamiques naturelles et par la diversité de celles-ci, notamment des perturbations et des différences saisonnières, temporelles et spatiales. Le rapport regroupe les thèmes suivants dans la catégorie des fonctions et processus des écosystèmes marins : biodiversité ; environnement physique ; production primaire ; consommation ; sédimentation ; respiration ; processus aérobies et anaérobies au travers des différents niveaux trophiques ; pompe biologique, etc.

Océan et climat : Cette catégorie vise les recherches sur les interactions entre océan et atmosphère destinées à améliorer les prédictions et la compréhension des changements réciproques dans l'océan et le climat. La catégorie Océans et climat regroupe les thèmes suivants : paléocéanographie ; réchauffement de l'océan ; acidification de l'océan ; désoxygénation ; élévation du niveau de la mer ; modifications de la stratification et de la circulation océaniques, des interactions air-mer et des services connexes tels que les prévisions météorologiques, etc., mais ne comprend pas les études sur les événements météorologiques extrêmes.

Santé des océans : Cette catégorie renvoie aux recherches sur l'état du milieu marin du point de vue des effets négatifs et cumulatifs qui découlent des activités d'origine humaine, en particulier les modifications de la biodiversité, la diversité génétique, la plasticité phénotypique, la perte d'habitat et la dégradation de la structure et des processus écosystémiques. La catégorie Santé des océans comprend les études sur la pollution marine (substances dangereuses et déchets), le bruit en milieu marin, l'eutrophisation, les espèces exotiques et invasives, la perturbation des écosystèmes, les aires marines protégées, l'aménagement de l'espace marin, etc.

Économie bleue : Cette catégorie renvoie aux recherches menées sur – et visant à appuyer – l'exploitation durable des ressources marines, notamment les recherches sur les espèces présentant un intérêt économique du point de vue de la sécurité alimentaire (pêches et aquaculture). La croissance bleue recouvre également les études concernant l'exploitation de nouvelles ressources énergétiques dans les océans et des bioressources marines, les recherches sur l'exploitation des minéraux (extraction minière en eaux profondes, pétrole et gaz (forages océaniques)) ainsi que le développement des technologies propres, de produits pharmaceutiques, de cosmétiques, de la désalinisation, etc.

Croûte océanique et géorisques marins : Cette catégorie recouvre les recherches géologiques/géophysiques marines, notamment sur les cheminées hydrothermales, la sismologie, les mouvements et les risques marins associés (tsunamis, fuites de gaz/fluide au-dessus d'un important sous-sol marin, élévation rapide du niveau de la mer, inondations, ouragans et phénomènes météorologiques côtiers extrêmes), etc.

Technologie et ingénierie océaniques : Recherches portant sur l'innovation marine et sur la conception et le développement d'équipements et de systèmes au service des sciences marines ainsi qu'à celui de l'exploration et l'exploitation des ressources de l'océan. Cette catégorie recouvre les études sur le génie maritime à des fins d'application dans la recherche et les industries océaniques : développement de solutions énergétiques maritimes, techniques satellitaires et de télédétection, véhicules téléguidés, planeurs, flotteurs, capteurs, nouveaux dispositifs et techniques de mesure, etc., sans compter la géo-ingénierie maritime (par exemple la gestion du rayonnement solaire et les techniques d'élimination du dioxyde de carbone).

Observation des océans et données marines : Cette catégorie est pertinente pour l'ensemble des catégories des sciences océaniques. Elle inclut la collecte, la gestion, la diffusion et l'exploitation des données et des informations marines en vue de générer des connaissances sur les mers et les océans. Cette catégorie transversale étaye toutes les activités marines et maritimes, en particulier la recherche scientifique marine. De plus, elle recouvre le développement de plates-formes de données marines, de bases de données marines et d'activités de transmission et de gestion de données ainsi que les études à leur sujet.

	1 (priorité la plus faible)	2	3	4	5 (priorité la plus haute)
Fonctions et processus des écosystèmes marins					
Océan et climat					
Santé des océans					
Santé et bien-être humains					
Économie bleue					
Croûte océanique et géorisques marins					
Technologie et ingénierie océaniques					
Observation des océans					

Commentaire : [champ libre]

12. Les activités nationales relatives aux sciences océaniques, notamment sous l'angle de leurs capacités techniques et humaines, ont-elles été publiées par votre pays dans un rapport spécialisé ou dans un chapitre d'un rapport national à un moment quelconque au cours des 15 dernières années (2010-2024) ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui

Non

Si vous avez répondu oui, veuillez fournir le titre et l'URL : [champ libre]

PARTIE C : DÉPENSES EN MATIÈRE DE SCIENCES OCÉANIQUES

CETTE PARTIE DU QUESTIONNAIRE VISE À RECUEILLIR DES DONNÉES SUR LES DÉPENSES NATIONALES LIÉES À LA RECHERCHE ET AU DÉVELOPPEMENT DANS LE DOMAINE DE L'OCÉAN (R&D) ET AUX ACTIVITÉS OCÉANOGRAPHIQUES AU SENS LARGE.

Définitions

La recherche et développement océaniques (R&D) fait référence aux activités de recherche systématiques, créatives et novatrices entreprises pour approfondir la connaissance de l'océan et de ses processus ou pour mettre au point de nouvelles technologies, méthodologies ou applications liées aux environnements marins.

En termes de champ d'application, la recherche et développement océaniques couvrent de multiples domaines scientifiques et technologiques, notamment :

- Océanographie physique et chimique (par exemple, salinité, température, acidification).
- Biologie et écologie marines (par exemple, habitats et biodiversité).
- Géosciences et géologie marine (par exemple, volcanisme sous-marin, transport de sédiments).
- Ingénierie et technologie (par exemple, structures offshore, outils de télédétection).
- Sciences sociales et économie (par exemple, comportements humains, moyens de subsistance et liens avec l'océan, industries basées sur l'océan, commerce et systèmes financiers).

Les dépenses liées à la recherche et développement océaniques comprennent toute dépense liée à la recherche et développement dans le domaine de l'océan effectuée dans tout secteur de l'économie, couvrant les coûts actuels et les dépenses en capital.

Les dépenses consacrées aux sciences océaniques au-delà de la R&D comprennent l'investissement dans les capacités humaines et techniques, y compris l'achat et l'entretien du matériel océanographique, la formation et le soutien à la gestion des données océaniques et à l'observation.

13. Votre pays suit-il les dépenses intérieures brutes en recherche et développement (DIRD) spécifiquement liées aux sciences océaniques ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui, les dépenses liées à la recherche et au développement océaniques font l'objet d'un suivi distinct.

Non, les dépenses liées à la recherche et au développement océaniques sont incluses dans des classifications sectorielles plus larges.

Si oui, et si ces informations sont mises à la disposition du public, veuillez fournir des détails sur le site Web sur lequel figurent ces informations (URL)

[champ libre]

14. Si vous avez répondu par l'affirmative à la question 13, quel est le montant total annuel des DIRD liées aux sciences océaniques dans votre pays ? Veuillez fournir des détails pour l'année la plus récente disponible. (Veuillez préciser la devise et l'année) [champ prérempli]

Total DIRD : [champ libre] Devise : [champ libre] Année : [champ libre] : [champ libre]

PIB : [champ libre] Devise : [champ libre] Année : [champ libre] : [champ libre]

Commentaire : [champ libre]

15. Quelles sont les dépenses annuelles totales consacrées à la recherche et développement océaniques dans votre pays pour l'année la plus récente disponible ? (Veuillez préciser la devise et l'année)

Dépenses annuelles totales : [champ libre] Devise : [champ libre] Année : [champ libre] : [champ libre]

Commentaire : [champ libre]

16. Les dépenses en matière de recherche et développement océaniques sont-elles ventilées par secteur de financement dans vos statistiques nationales ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui, les dépenses sont détaillées par secteur (gouvernement, entreprises, organisations à but non lucratif, etc.)

Non, la recherche et le développement océaniques ne sont pas détaillés séparément

17. Si vous avez répondu par l'affirmative à la question 16, qui finance la recherche et développement océaniques dans votre pays ? (Cochez toutes les cases pertinentes et fournissez des estimations si elles sont disponibles)

[choix multiples ; sélections multiples]

Gouvernement (secteur public) : [nombre à trois chiffres au maximum] %

Entreprises commerciales [nombre à trois chiffres au maximum] % [nombre à trois chiffres au maximum]

Organisations à but non lucratif [nombre à trois chiffres au maximum] %

Coopération internationale/Subventions [nombre à trois chiffres au maximum] %

Autre (veuillez préciser) : [champ libre]

18. Quels sont les principaux domaines des sciences océaniques (voir définition à la question 11) dans le cadre de la recherche et du développement océaniques qui bénéficient d'un financement dans votre pays ?

[choix multiples ; sélections multiples]

Fonctions et processus des écosystèmes marins

Océan et climat

Santé des océans

Santé et bien-être humains

Économie bleue

Croûte océanique et géorisques marins

Technologie et ingénierie océaniques

Observation des océans

19. Au-delà de la recherche et du développement, votre pays suit-il les dépenses liées aux sciences océaniques (par exemple, la surveillance de l'environnement, la conservation, l'observation, les infrastructures techniques et humaines) ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui

Non

20. Si vous avez répondu par l'affirmative à la question 19, quelles sont les principales sources de financement des sciences océaniques au-delà de la recherche et du développement dans votre pays ?

[choix multiples ; sélections multiples]

Gouvernement (secteur public) : [nombre à trois chiffres au maximum] %

Entreprises commerciales [nombre à trois chiffres au maximum]% [nombre à trois chiffres au maximum]

Organisations à but non lucratif [nombre à trois chiffres au maximum]%

Coopération internationale/Subventions [nombre à trois chiffres au maximum]%

Autre (veuillez préciser) : [champ libre]

21. Votre pays contribue-t-il financièrement aux mécanismes de collaboration internationale et/ou régionale en matière de sciences océaniques, par le biais de cotisations ou de dons spécifiques ? Parmi ces mécanismes, on peut citer les organismes des Nations unies (dont la COI), les organisations intergouvernementales régionales (telles que la Commission européenne, le CIEM, le réseau Asie-Pacifique, JPI Oceans), les consortiums d'organismes de financement (tels que le Belmont Forum) et les mécanismes de financement des conventions (tels que le Fond pour l'environnement mondial).

[choix multiples ; sélection unique]

Oui

Non

Je ne sais pas

22. Si vous avez répondu par l'affirmative à la question 21, veuillez indiquer les montants consacrés à chaque collaboration pour l'année la plus récente disponible ? (Veuillez préciser la devise et l'année) (5 mécanismes au maximum)

Collaboration1 : [champ libre] Devise : [champ libre] Année : [champ libre]

Collaboration2 : [champ libre] Devise : [champ libre] Année : [champ libre]

Collaboration3 : [champ libre] Devise : [champ libre] Année : [champ libre]

Collaboration4 : [champ libre] Devise : [champ libre] Année : [champ libre]

Collaboration5 : [champ libre] Devise : [champ libre] Année : [champ libre]

Commentaire : [champ libre]

23. Quelles difficultés rencontrez-vous pour suivre les dépenses de recherche et développement océaniques et les dépenses en matière de sciences océaniques au-delà de la R&D ?

[choix multiples ; sélections multiples]

Absence de classification spécifique dans les statistiques nationales

Chevauchement avec des dépenses plus larges liées à l'environnement ou au climat

La décentralisation des sources de financement rend le suivi difficile

Autre (veuillez préciser) : [champ libre]

24. Avez-vous d'autres commentaires à formuler concernant le suivi de la recherche et du développement océaniques et les dépenses en matière de sciences océaniques au-delà de la R&D ?

[champ libre]

PARTIE D : INFRASTRUCTURES ET CAPACITÉS NATIONALES EN MATIÈRE DE RECHERCHE

INFRASTRUCTURES ET CAPACITÉS NATIONALES EN MATIÈRE DE RECHERCHE : INFORMATIONS RELATIVES AU PERSONNEL DES SCIENCES OCÉANIQUES EN GÉNÉRAL, DONT DES DONNÉES CONCERNANT LA RÉPARTITION PAR ÂGE ET PAR SEXE DES CHERCHEURS ; LES OBSERVATIONS OCÉANIQUES ET LES NAVIRES ; LES NOUVELLES TECHNOLOGIES OCÉANOGRAPHIQUES APPLIQUÉES DANS CE DOMAINE.

Personnel en sciences océaniques

Personnel en sciences océaniques par fonction

<p>Les chercheurs sont des spécialistes travaillant à la conception ou à la constitution de nouveaux savoirs. Ils mènent des travaux de recherche en vue d'améliorer ou de mettre au point des concepts, théories, modèles, techniques, instruments, logiciels ou modes opératoires.</p>	<p>Les techniciens et le personnel assimilé développent et fournissent des connaissances et une expérience technique dans un ou plusieurs domaines de l'ingénierie, des sciences physiques, des sciences de la vie, des sciences sociales, des sciences humaines et des arts. Ils participent à la R&D en exécutant des tâches scientifiques et techniques faisant intervenir l'application de concepts et de modes opératoires ou encore l'utilisation de matériel de recherche, habituellement sous la supervision de chercheurs.</p>	<p>Le personnel de soutien comprend les travailleurs qualifiés et non qualifiés, ainsi que le personnel administratif soutenant les projets de recherche et de développement (par exemple, le personnel d'atelier, les opérateurs de navires, les agents administratifs, les agents financiers).</p>
---	--	---

25. Veuillez préciser le nombre de personnes travaillant dans le domaine des sciences océaniques dans votre pays. Si ces informations sont disponibles uniquement sur le nombre total de personnes employées par les institutions/organisations impliquées dans les sciences océaniques, veuillez indiquer uniquement le nombre total. Si des informations sur le personnel par fonction sont disponibles, veuillez les fournir. Les chiffres fournis peuvent être représentatifs des effectifs, une personne employée à temps partiel étant considérée comme une personne employée à temps plein, ou peuvent être représentatifs des équivalents temps plein (ETP). L'équivalent temps plein est calculé comme le nombre total d'heures travaillées par un individu au cours d'une année divisé par le nombre total d'heures de travail au cours d'une année. Un ETP de 1,0 équivaut à une charge de travail à temps plein, tandis qu'un ETP de 0,5 équivaut à la moitié d'une charge de travail complète. Veuillez fournir tout autre détail pertinent en guise de commentaire.

Année	Effectifs ou ETP (veuillez préciser)	Total du personnel en sciences océaniques	Catégories de personnel en sciences océaniques		
			Chercheur	Personnel technique équivalent	Personnel de soutien
2024					
2023					
2022					
2021					
2020					
2019					
2018					
2017					

Commentaire : [champ libre]

26. Si vous disposez d'informations sur le sexe des personnes employées en sciences océaniques, veuillez préciser le nombre total de femmes et d'hommes employés dans ce domaine dans votre pays. Si des informations sur le sexe sont disponibles pour chaque fonction (chercheur, technicien, personnel de soutien), veuillez les fournir. Les chiffres fournis doivent être représentatifs des effectifs, de sorte qu'une personne employée à temps partiel est considérée comme une personne employée à temps plein. Veuillez fournir tout autre détail pertinent en guise de commentaire.

Année	Total du personnel en sciences océaniques		Catégories de personnel en sciences océaniques					
			Chercheur		Personnel technique équivalent		Personnel de soutien	
	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme
2024								
2023								
2022								
2021								
2020								
2019								
2018								
2017								

Commentaire : [champ libre]

27. Si vous disposez d'informations sur l'âge du personnel employé en sciences océaniques, veuillez préciser le nombre total de personnes employées en sciences océaniques dans chaque classe d'âge dans votre pays. Si des informations sur le sexe sont disponibles pour chaque classe d'âge, veuillez les fournir pour chaque classe d'âge. Les chiffres fournis doivent être représentatifs des effectifs, de sorte qu'une personne employée à temps partiel est considérée comme une personne employée à temps plein. Veuillez fournir tout autre détail pertinent en guise de commentaire. (T = total ; F = femme ; H = homme)

Année	Moins de 25 ans			25-34 ans			35-44 ans			45-54 ans			55-64 ans			65 ans et plus		
	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H
2024																		
2023																		
2022																		
2021																		
2020																		
2019																		
2028																		
2017																		

Commentaire : [champ libre]

28. Si vous disposez d'informations sur les qualifications détenues par le personnel en sciences océaniques, veuillez préciser le nombre total de personnes employées en sciences océaniques dans chaque groupe de qualification dans votre pays (sur la base de la [Classification Internationale Type de l'Éducation \(CITE\) élaborée par l'UNESCO](#)). Si des informations sur le sexe sont disponibles pour chaque groupe de qualification, veuillez les fournir pour chaque classe d'âge. Les chiffres fournis doivent être représentatifs des effectifs, de sorte qu'une personne employée à temps partiel est considérée comme une personne employée à temps plein. Veuillez fournir tout autre détail pertinent en guise de commentaire. (T = total ; F = femme ; H = homme)

Année	Doctorat ou équivalent (CITE 8)			Master ou équivalent (CITE 7)			Licence ou équivalent (CITE 6)			Cycle court de l'enseignement supérieur (CITE 5)			Toutes les autres qualifications (CITE 4 et inférieures)		
	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H
2024															
2023															
2022															
2021															
2020															
2019															
2018															
2017															

Commentaire : [champ libre]

29. Parmi le personnel employé par les institutions/organisations actives dans les sciences océaniques, veuillez préciser le pourcentage de ceux qui sont employés de manière permanente ou indéfinie. Veuillez fournir tout autre détail pertinent en guise de commentaire.

[choix multiples ; sélection unique]

0 %

1-25 %

26-50 %

51-71 %

72-100 %

Commentaire : [champ libre]

Infrastructure de recherche

30. Votre pays mène-t-il des programmes/activités relatifs aux observations océaniques ?

[choix multiples ; sélection unique]

- Oui
- Non

31. Si vous avez répondu par l'affirmative à la question 30, veuillez préciser les types d'observations recueillies.

[choix multiples ; sélections multiples]

- Observations physiques
- Observations chimiques
- Observations biologiques

32. Les observations océaniques menées dans votre pays comprennent-elles le déploiement de satellites ou l'utilisation d'observations dérivées de satellites ?

[choix multiples ; sélections multiples]

- Oui, nous déployons de satellites pour l'observation de l'océan.
- Oui, nous contribuons au déploiement de satellites pour l'observation de l'océan.
- Oui, nous utilisons des données et des informations océaniques par satellite.
- Non, les observations océaniques dans notre pays ne comprennent pas d'observations par satellite.
- Je ne sais pas.

33. Votre pays possède-t-il et gère-t-il des navires de recherche ?

[choix multiples ; sélection unique]

- Oui
- Non

34. Votre pays utilise-t-il des navires autres que des navires de recherche (par exemple des navires militaires, des navires de pêche et des navires de charge) pour effectuer des observations océaniques ?

[choix multiples ; sélection unique]

- Oui
- Non

35. Veuillez préciser le nombre de navires de recherche et de navires autres que de recherche (voir la question 35 pour des exemples) qui effectuent des observations océaniques dans votre pays (au cours de la période 2020-2024). Si des informations sont disponibles sur la taille de ces navires, veuillez les fournir. Veuillez fournir tout autre détail pertinent en guise de commentaire.

Type de navire	Nombre total de navires	<15 m	≥15 m <24 m	≥24 m <50 m	≥50 m <100 m	≥100 m
Navires de recherche						
Navires non destinés à la recherche						

Commentaire : [champ libre]

36. Veuillez indiquer le nom et le numéro OMI des navires de recherche exploités par votre pays. [Un champ doit être complété pour chaque navire de recherche]

Nom du navire : [champ libre]

Numéro OMI : [champ libre]

Nom du navire : [champ libre]

Numéro OMI : [champ libre]

Nom du navire : [champ libre]

Numéro OMI : [champ libre]

Nom du navire : [champ libre]

Numéro OMI : [champ libre]

37. Veuillez préciser le nombre de jours passés en mer par les navires de recherche et les navires non destinés à la recherche (voir la question 35 pour des exemples) exploités par votre pays au cours de la période 2020-2024. Si vous disposez d'informations sur le nombre de jours passés dans votre zone économique exclusive (ZEE) et dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (haute mer), veuillez les fournir. Veuillez fournir tout autre détail pertinent en guise de commentaire.

Année	Navires de recherche			Navires non destinés à la recherche		
	Nombre total de jours en mer	Zone économique exclusive	Haute mer	Nombre total de jours en mer	Zone économique exclusive	Haute mer
2024						
2023						
2022						
2021						
2020						
2019						
2018						
2017						

Commentaire : [champ libre]

38. Existe-t-il des politiques et des procédures relatives à l'égalité entre les hommes et les femmes et/ou à la prévention du harcèlement pour les navires de recherche exploités par votre pays ?

[choix multiples ; sélection unique]

Des politiques et des procédures sont en place pour ces deux types d'activités

Des politiques et procédures uniquement associées au genre sont en place

Des politiques et procédures uniquement associées à la prévention du harcèlement sont en place

Des politiques et des procédures sont en cours d'élaboration dans les deux cas

Des politiques et procédures concernant uniquement le genre sont en cours d'élaboration

Des politiques et procédures de prévention du harcèlement uniquement sont en cours d'élaboration

Non

Je ne sais pas

39. Les considérations de genre sont-elles prises en compte dans la conception des navires de recherche exploités par votre pays (voir la question 38 pour des exemples) ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui
Non

40. Si vous avez répondu par l'affirmative à la question 39, veuillez détailler les spécifications intégrées dans la conception des navires de recherche exploités dans votre pays (par exemple, chambres séparées, salles de bains spécifiques à chaque sexe, taille appropriée de l'équipement de protection individuelle, équipement de gestion de l'hygiène approprié dans les chambres et les salles de bains).

[champ libre]

41. Votre pays investit-il dans l'application de l'intelligence artificielle aux sciences océanographiques ?
[choix multiples ; sélection unique]

Oui
Non

Si oui, veuillez fournir plus d'informations dans les commentaires

Commentaire : [champ libre]

42. Votre pays soutient-il des activités de recherche dans le domaine des grands fonds marins ? Si vous avez répondu par l'affirmative, veuillez fournir plus d'informations sur les recherches menées dans les commentaires (par exemple, institutions impliquées, sites Web de recherche, publications, etc.)
[choix multiples ; sélection unique]

Oui
Non

Commentaire : [champ libre]

PARTIE E : GESTION ET ÉCHANGE DES DONNÉES ET DE L'INFORMATION OCÉANOGRAPHIQUES

GESTION ET ÉCHANGE DES DONNÉES ET DE L'INFORMATION OCÉANOGRAPHIQUES : INFORMATIONS RELATIVES AUX CENTRES, SERVICES ET UTILISATEURS DE DONNÉES ET D'INFORMATIONS OCÉANOGRAPHIQUES PRÉSENTS DANS VOTRE PAYS.

43. Votre pays héberge-t-il l'un des éléments suivants ? (Plusieurs réponses possibles) Si votre pays héberge l'un des centres/unités de données identifiés, veuillez fournir les détails de tout site Web associé (URL) dans la section de commentaires.

[choix multiples ; sélections multiples]

Un (des) centre(s) national(aux) de données océanographiques de l'IODE (CNDO) ?

Une (des) unité(s) de données associée(s) de l'IODE (ADU) ?

Une (des) unité(s) d'information associée(s) de l'IODE (AIU) ?

Un (des) nœud(s) régional(aux)/thématique(s) du système d'informations biogéographiques relatives aux océans ?

Autres référentiels de données/agences de gestion

Une (des) bibliothèque(s) marine(s) ?

Non

Commentaires

[champ libre]

44. Veuillez indiquer si l'un des types de données suivants est régulièrement collecté et géré par le(s) centre(s) de données de votre pays. (Plusieurs réponses possibles).

[choix multiples ; sélections multiples]

Données biologiques (notamment données taxonomiques, écologiques et génomiques)

Données physiques (température, hydrographie, niveau de la mer)

Données géologiques et géophysiques (sédiments, bathymétrie, structures souterraines)

Données chimiques (nutriments, gaz dissous, carbone, alcalinité)

Données relatives aux polluants (déchets atmosphériques, liquides et solides)

Données sectorielles (données économiques, par exemple le transport maritime, la pêche, l'infrastructure offshore, le tourisme)

Données sociales (données démographiques et données fondées sur la valeur)

Autres types de données (veuillez préciser dans les commentaires)

Commentaires

[champ libre]

45. Les données gérées par le(s) centre(s) de données de votre pays sont-elles disponibles en :

[choix multiples ; sélection unique]

Temps réel

Mode retardé

Un mélange des deux

46. Le(s) centre(s) de données de votre pays fournit-il (fournissent-ils) l'un des produits de données/d'information suivants ? (Plusieurs réponses possibles).

[choix multiples ; sélections multiples]

Accès en ligne aux métadonnées

Accès en ligne aux données

Accès en ligne au catalogue de la bibliothèque

Accès en ligne aux documents et publications

Données océaniques publiées (par exemple, instantanés des ensembles de données tels qu'utilisés pour des publications)

Accès en ligne aux produits de communication et de développement des capacités : séminaires en ligne, produits audiovisuels, bibliothèques d'images

Produits SIG (cartes, atlas)

Résultats/produits du modèle

Autres données/produits d'information (veuillez préciser dans les commentaires)

Commentaires

[champ libre]

47. Le(s) centre(s) de données de votre pays fournit-il (fournissent-ils) l'un des services suivants ? (Plusieurs réponses possibles).

[choix multiples ; sélections multiples]

Archivage de données et de métadonnées

Stockage de données personnelles

Services informatiques en nuage

Environnement de recherche virtuel

Services Web (voir http://www.webopedia.com/TERM/W/Web_Services.html)

Attribution d'identifiants permanents (par exemple, DOI)

Outils d'analyse des données

Outils de visualisation des données

Outils de vérification de la qualité des données

Outils de communication (hébergement de sites Web, listes de diffusion, soutien aux discussions de groupe, outils de gestion des projets)

Outils spéciaux (lexiques, descriptions de format)

Accès à des méthodes, des normes et des directives documentées

Autres (veuillez préciser dans les commentaires)

Commentaires

[champ libre]

48. Le(s) centre(s) de données de votre pays dispose(nt)-t-il(s) de politiques et de procédures de gestion et de partage des données ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui, la politique de la COI en matière d'échange de données océanographiques adoptée en tant que [Résolution IOC- XXII-6](#)

Oui, institutionnelles (veuillez préciser dans les commentaires, en indiquant notamment l'adresse à laquelle les politiques et procédures peuvent être consultées)

Oui, nationales (veuillez préciser dans les commentaires, en indiquant notamment l'adresse à laquelle les politiques et procédures peuvent être consultées)

Oui, internationales (veuillez préciser dans les commentaires, en indiquant notamment l'adresse à laquelle les politiques et procédures peuvent être consultées)

Non

Je ne sais pas

Commentaires

[champ libre]

49. Le(s) centre(s) de données de votre pays applique(nt)-t-il(s) les [critères de gestion des données FAIR](#)? Pour favoriser la découverte de connaissances et l'innovation, tant par les humains que par les machines, et pour reconnaître la gouvernance indigène des données, les données doivent répondre aux principes directeurs FAIR (Findable, Accessible, Interoperable, Reusable) dans toute la mesure du possible.

[choix multiples ; sélection unique]

Oui

Partiellement

Non

Je ne sais pas

50. Le(s) centre(s) de données de votre pays applique(nt)-t-il(s) les [critères de gestion des données CARE](#)? Pour favoriser la découverte de connaissances et l'innovation, tant par les humains que par les machines, et pour reconnaître la gouvernance indigène des données, les données doivent répondre aux principes CARE (Collective Benefit, Authority to Control, Responsibility, Ethics) dans toute la mesure du possible.

[choix multiples ; sélection unique]

Oui

Partiellement

Non

Je ne sais pas

51. Le(s) centre(s) de données de votre pays restreint-il (restreignent-ils) l'accès aux données/informations ?

[choix multiples ; sélection unique]

Aucune restriction.

Accès restreint à certaines données/informations.

Accès restreint aux données/informations collectées dans certaines régions géographiques.

Accès restreint pendant une période donnée (embargo).

Autres restrictions (veuillez préciser dans les commentaires)

Commentaires

[champ libre]

52. Veuillez indiquer si l'une des entités suivantes utilise les données, les produits ou les services fournis par le(s) centre(s) de données de votre pays. (Plusieurs réponses possibles)

[choix multiples ; sélections multiples]

Uniquement les utilisateurs de l'institution qui héberge le(s) centre(s) de données

Des chercheurs dans mon pays

Des chercheurs dans tous les pays

Des décideurs politiques des ministères de mon pays

Des décideurs politiques des ministères de tout pays (par exemple dans le cadre des engagements des Nations Unies)

Des militaires

La société civile

Le secteur privé (notamment les prestataires de services tels que les fournisseurs privés de services météorologiques)

Des élèves d'écoles primaires/secondaires/tertiaires

Le grand public

Les organisations médiatiques

Autres clients et utilisateurs finaux (veuillez préciser dans les commentaires)

Commentaires

[champ libre]

53. Les questions de la partie E ont-elles été traitées par un point focal pour l'IODE ou en consultation avec ce dernier ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui (veuillez préciser le nom du point focal pour l'IODE, ses coordonnées et son [numéro d'identification OceanExpert](#) dans les commentaires)

Non

Commentaires

[champ libre]

PARTIE F : DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS ET TRANSFERTS DE TECHNIQUES MARINES

DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS ET TRANSFERTS DE TECHNIQUES MARINES : INFORMATIONS RELATIVES AUX BESOINS EN DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS OCÉANOGRAPHIQUES DANS VOTRE PAYS, AINSI QU' AUX ACTIVITÉS CONNEXES AUXQUELLES VOTRE PAYS CONTRIBUE OU DONT IL BÉNÉFICIE.

54. Veuillez noter les besoins prioritaires de votre pays en matière de développement des capacités et des compétences (1 étant la priorité la plus faible, 5 étant la priorité la plus élevée).

	1 (priorité la plus faible)	2	3	4	5 (priorité la plus haute)
Formation universitaire (supérieure), formation de base en sciences océaniques					
Formation technique spécialisée (avancée) sur certains thèmes, cours de brève durée					
Développement des capacités humaines, y compris l'accroissement des effectifs du personnel des sciences océaniques					
Matériel d'échantillonnage et d'analyse (pour des prélèvements hydrologiques, géologiques, biologiques, chimiques, par exemple)					
Installations et matériel d'observation (par exemple, matériel de télédétection, bouées, marégraphes, navires et autres systèmes d'observation de l'océan)					
Matériel de laboratoire					
Ordinateurs, logiciels et méthodes d'analyse, y compris des modèles et des techniques de modélisation					
Conférences et autres possibilités de réseautage					
Mise en place de réseaux (renforcement de la communauté)					
Financement					
Connectivité Internet					
Autres (veuillez préciser dans les commentaires)					

Commentaires

[champ libre]

55. Veuillez classer les types de formation technique suivants selon vos besoins nationaux en développement des capacités et des compétences (1 étant la priorité la plus faible, 5 étant la priorité la plus élevée).

	1 (priorité la plus faible)	2	3	4	5 (priorité la plus haute)
Formation technique en sciences océaniques dans le domaine des activités de recherche, par exemple la conception, la conduite et l'exécution de travaux de recherche fondamentale et appliquée					
Formation technique en sciences océaniques dans le domaine de l'observation de l'océan					
Formation technique dans le domaine de la gestion des données océanographiques					
Formation technique en sciences océaniques dans le domaine des systèmes d'alerte précoce, y compris la prévision et la modélisation					
Formation technique en sciences océaniques dans le domaine de la gestion durable des activités humaines					
Formation technique dans le domaine de la communication relative aux sciences océaniques					
Autres (veuillez préciser dans les commentaires)					

Commentaires

[champ libre]

56. Comment évaluez-vous la capacité actuelle des chercheurs en sciences océaniques de votre pays à accéder à l'information et à la littérature scientifiques nationales et internationales (par exemple, revues évaluées par les pairs, bases de données) ?

[choix multiples ; sélection unique]

Médiocre

Passable

Bon

Très bon

Excellent

57. Existe-t-il dans votre pays des revues évaluées par les pairs dans les langues nationales consacrées aux sciences océaniques ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui (veuillez préciser les détails, y compris le site Web de la revue, dans les commentaires)

Non

Je ne sais pas

Commentaires

[champ libre]

58. Votre pays a-t-il mis en place des initiatives et des mécanismes spécifiques en vue de retenir les diplômés à des postes et des activités du domaine des sciences océaniques (par exemple, des ressources financières en faveur des jeunes scientifiques, des programmes d'échange, des stages, un accompagnement en début de carrière) ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui (veuillez préciser l'initiative/le mécanisme dans les commentaires)

Non

Commentaires

[champ libre]

59. Votre pays a-t-il mis en place des initiatives et des mécanismes spécifiques en vue d'encourager la présence de diplômés et de femmes scientifiques à des postes et des activités du domaine des sciences océaniques ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui (veuillez préciser les initiatives/mécanismes dans les commentaires)

Non

Commentaires

[champ libre]

60. Quels mécanismes ont été mis en place pour faciliter la participation d'experts étrangers aux projets et à la définition des politiques dans le domaine des sciences océaniques dans votre pays ?

[choix multiples ; sélections multiples]

Postes invités

Programmes d'échange

Participation à des organes décisionnels

Rôle consultatif

Autres (veuillez préciser dans les commentaires)
Il n'existe aucun mécanisme

Commentaires

[champ libre]

61. Votre pays participe-t-il à des programmes de soutien/de formation bilatéraux visant à accroître les capacités dans le domaine des sciences océaniques (par exemple les bourses d'étude Fullbright, les subventions de l'EEE et de la Norvège (EØS-midlene)) ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui (veuillez préciser dans les commentaires)

Non

Je ne sais pas

Commentaires

[champ libre]

62. Votre pays participe-t-il à des programmes régionaux/internationaux dans le domaine des sciences océaniques (par exemple, le POGO, le SCOR, Ocean Teacher, le Réseau régional de centres de formation et de recherche, la PICES) visant à accroître les capacités scientifiques ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui (veuillez préciser dans les commentaires)

Non

Je ne sais pas

Commentaires

[champ libre]

PARTIE G DÉVELOPPEMENT DURABLE

DÉVELOPPEMENT DURABLE : INFORMATIONS SUR LES ACTIONS LIÉES AUX SCIENCES OCÉANIQUES EN RAPPORT AVEC L'AGENDA 2030, EN PARTICULIER L'OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 14 « CONSERVER ET EXPLOITER DURABLEMENT LES OCÉANS, LES MERS ET LES RESSOURCES MARINES AUX FINS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ».

63. Votre pays a-t-il mis en place une stratégie nationale visant à réaliser les objectifs de l'Agenda 2030, en particulier l'objectif de développement durable 14(<https://sustainabledevelopment.un.org/sdg14>) et les cibles correspondantes ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui (veuillez préciser dans les commentaires)

Non

Je ne sais pas

Commentaires

[champ libre]

64. Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes de présentation de rapports concernant les cibles et indicateurs relatifs à l'ODD 14 ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui (veuillez préciser dans les commentaires)

Non

Je ne sais pas

Commentaires

[champ libre]

65. Veuillez noter les services écosystémiques marins et côtiers ci-dessous ([Cooley et al., 2022](#)) en fonction de leur importance pour votre pays (1 étant la priorité la plus faible, 5 étant la priorité la plus élevée).

Services écosystémiques	1 (priorité la plus faible)	2	3	4	5 (priorité la plus élevée)
Fourniture de services écosystémiques					
Approvisionnement alimentaire : Statut des poissons, invertébrés, mammifères et plantes marins pêchés.					
Ressources médicinales, biochimiques et génétiques : Existence et accès à des ressources biologiques susceptibles d'offrir des perspectives de développement, notamment des poissons, des invertébrés, des mammifères, des plantes, des microbes et des virus marins.					

Services écosystémiques	1 (priorité la plus faible)	2	3	4	5 (priorité la plus élevée)
<p>Matériels et assistance : Existence et accès à des minéraux, coquillages, pierres, branches de corail et teintures utilisées pour créer d'autres biens ; disponibilité d'organismes marins à exposer dans les zoos, les aquariums et en tant qu'animaux de compagnie.</p>					
<p>Énergie : Existence et accès à des sources d'énergie, notamment des réserves de pétrole et de gaz, l'énergie solaire, marémotrice et thermique des océans, et des biocarburants issus de plantes marines.</p>					
Soutenir et réguler les services écosystémiques					
<p>Création et entretien de l'habitat : État des sites de nidification, d'alimentation, de nurserie et d'accouplement pour les oiseaux, les mammifères et les autres espèces marines, ainsi que des lieux de repos et d'hivernage pour les espèces marines migratrices ou les insectes. Connectivité des habitats océaniques.</p>					
<p>Dispersion et autres propagules : Capacité des organismes marins à propager avec succès les gamètes et les larves par le biais de la reproduction par diffusion, et capacité des adultes à se disperser largement.</p>					
<p>Régulation du climat : État du stockage et de la séquestration du carbone, cycle du méthane dans les zones humides et création et destruction du sulfure de diméthyle.</p>					
<p>Réglementation de la qualité de l'air : État des processus aquatiques qui maintiennent et équilibrent le CO₂, l'oxygène, les oxydes d'azote, les oxydes de soufre, les composés organiques volatils, les particules et les aérosols.</p>					
<p>Régulation de l'acidification des océans : État des processus chimiques et biologiques aquatiques qui maintiennent et équilibrent le CO₂ et les autres acides/bases.</p>					

Services écosystémiques	1 (priorité la plus faible)	2	3	4	5 (priorité la plus élevée)
<p>Régulation de la quantité d'eau douce, de son emplacement et de ses cycles : État du stockage de l'eau par les systèmes côtiers, y compris l'écoulement des eaux souterraines, la recharge des aquifères et les réactions aux inondations des zones humides, des masses d'eau côtières et des espaces aménagés.</p>					
<p>Réglementation de la qualité des eaux douces et côtières : État des processus aquatiques chimiques et biologiques qui retiennent et filtrent les eaux côtières, capturent les polluants et les particules et oxygènent l'eau (par exemple, filtration naturelle par les sédiments, y compris les minéraux adsorbants et les microbes).</p>					
<p>Réglementation des organismes nuisibles à l'homme et à la vie marine : État du pâturage qui contrôle la prolifération d'algues nuisibles et la prolifération d'algues dans les écosystèmes clés. Conditions environnementales qui suppriment les pathogènes marins.</p>					
<p>Formation, protection et décontamination des sols et des sédiments : État des processus aquatiques chimiques et biologiques qui capturent les polluants et les particules (par exemple, adsorption par les minéraux, décomposition microbienne des polluants).</p>					
<p>Réglementation des risques et des événements extrêmes : Capacité des environnements côtiers à servir de dissipateurs de l'énergie des vagues, de barrières et de brise-vagues.</p>					
<p>Réglementation des éléments clés : État des processus aquatiques qui maintiennent et équilibrent les stocks de carbone, d'azote, de phosphore et d'autres éléments essentiels à la vie.</p>					
Services écosystémiques culturels					

Services écosystémiques	1 (priorité la plus faible)	2	3	4	5 (priorité la plus élevée)
Expériences physiques et psychologiques : Existence et accès à des possibilités de loisirs, notamment la visite des plages et des environnements côtiers, et des activités aquatiques telles que la pêche, la navigation de plaisance, la natation et la plongée.					
Soutien des identités : Existence d'activités culturelles, patrimoniales et religieuses, accès à ces activités et possibilités de transfert de connaissances entre générations ; sentiment d'appartenance.					
Apprentissage et inspiration : Existence d'opportunités éducatives et de caractéristiques à imiter, comme dans le cas du biomimétisme.					
Maintien des options : Existence de possibilités de développer de nouveaux médicaments, matériaux, aliments et ressources, ou de s'adapter à un climat plus chaud et à des maladies émergentes.					

Commentaires

[champ libre]

66. Votre pays dispose-t-il de politiques et/ou de stratégies (y compris de cadres de gestion/réglementation) pour l'utilisation durable de l'océan et de ses ressources ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui

Non

Je ne sais pas

67. Si vous avez répondu par l'affirmative à la question 66, ces politiques ou stratégies concernent-elles les secteurs suivants :

[choix multiples ; sélections multiples]

Pêche et/ou aquaculture

Expédition

Énergies non renouvelables

Énergies renouvelables

Tourisme

Économie bleue dans son ensemble

Autres (veuillez préciser dans les commentaires)

Commentaires

[champ libre]

68. Votre pays utilise-t-il des processus de planification pour l'utilisation des océans (par exemple, des plans d'aménagement de l'espace marin, des plans de gestion durable des océans) ?

[choix multiples ; sélection unique]

Oui, au niveau national (veuillez fournir les détails dans les commentaires)

Oui au niveau sous-national (veuillez fournir les détails dans les commentaires)

Non

Je ne sais pas

Commentaires

[champ libre]